

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne  
Pôle Risques accidentels  
40 rue de la Préfecture  
58026 NEVERS CEDEX

Nevers, le 1<sup>er</sup> avril 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/02/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ARQUUS CMCO**

120 Quai André Malraux

58600 GARCHIZY

Références : 220242

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/02/2022 dans l'établissement ARQUUS CMCO, implanté 120 Quai André Malraux - 58600 GARCHIZY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite, objet du présent rapport, fait suite à la visite d'inspection du 19/11/2020 qui a abouti à l'arrêté de mise en demeure du 9 avril 2021, portant sur la régularisation de l'extension d'un hangar. 3 demandes de compléments avaient été formulées, auxquelles l'exploitant a répondu lors de l'inspection :

- l'exploitant a transmis un porter-à-connaissance le 3 novembre 2021 qui inclut les éléments actant l'installation des dispositifs d'isolement (obturateurs) permettant de retenir les eaux incendie ou les eaux polluées sur les deux ovoïdes RE2 et RE3, reliés une fois fermés à une capacité de stockage de 1 200 m<sup>3</sup>, vers laquelle convergent les eaux en provenance du bâtiment principal ; ce dispositif est destiné à recueillir les éventuelles eaux d'extinction en cas d'incendie et, le cas échéant, des déversements accidentels de substances liquides potentiellement polluantes pour l'environnement ;
- l'exploitant a présenté son tableau de suivi des prélèvements d'eau ;
- l'exploitant a présenté les résultats d'analyses des piézomètres du 1<sup>er</sup> octobre 2021. Ces compléments appellent une unique remarque, sur la nécessité que les analyses des piézomètres indiquent les niveaux relevés à la cote NGF ainsi qu'une carte avec les courbes isopièzes. L'exploitant s'est engagé à le demander pour les prochaines mesures.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ARQUUS CMCO
- 120 Quai André Malraux 58600 GARCHIZY
- Code AIOT dans GUN : 0005426238
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Filiale du groupe Volvo Trucks, le site ARQUUS CMCO (ex RENAULT TRUCKS) de Garchizy (implanté également sur Fourchambault) est réglementé par l'arrêté préfectoral du 9 juillet 2019 qui autorise ses activités. Le site produit des cabines blindées, réalise la maintenance des VAB (Véhicule de l'avant blindé) et la distribution des pièces de rechange pour tous les véhicules militaires Arquus. Il emploie un peu plus de 330 personnes (et peut monter à 450).

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et, à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, modifié, article 13	/	Lettre de suite préfectorale
Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 9.2.1	/	Lettre de suite préfectorale
Équipements sous pression (ESP)	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Situation administrative	AP de Mise en Demeure du 09/04/2021, article 1 <sup>er</sup>	/	Sans objet
Moyens de défense incendie	Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 8.2.4	/	Sans objet
Détection automatique d'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, modifié, article 12	/	Sans objet
Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 9.2.3	/	Sans objet
Déclaration GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1 <sup>er</sup>	/	Sans objet

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'arrêté de mise en demeure du 9 avril 2021 est respecté. Quelques constats relèvent des non-conformités, mais des investissements sont engagés en vue d'y remédier. Le retour à la conformité sera vérifié lors de la prochaine inspection.

**2-4) Fiches de constats**

**Nom du point de contrôle : Situation administrative**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 09/04/2021, article 1 <sup>er</sup>
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative
<b>Prescription contrôlée :</b> La société ARQUUS CMCO, exploitant un centre de maintenance et de réparation de véhicules militaires blindés, sis 120 Quai André Malraux sur la commune de GARCHIZY, est mise en demeure de respecter dans un délai de 7 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions prévues à l'article 1.6.2 de l'arrêté préfectoral du 9 juillet 2019 en transmettant un dossier portant à la connaissance de l'inspection des installations classées la construction de la plateforme logistique.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis un porter-à-connaissance le 3 novembre 2021 qui n'appelle pas de remarques de l'Inspection. Il a fait l'objet d'un examen au cas par cas qui conclut le 21 janvier 2022 à la non-soumission à évaluation environnementale. Les éléments du porter-à-connaissance permettent d'actualiser la situation administrative, qui sera mise à jour sur le plan formel lors d'une prochaine mise à jour de l'arrêté préfectoral. Le porter-à-connaissance positionne le site notamment en regard des rubriques n° 1510 (stockage de plus de 500 tonnes matières combustibles en entrepôts couverts - enregistrement) et n° 2663 (stockage de pneumatique - déclaration). Il inclut également les éléments sur trois évolutions en cours et à venir, sans impact sur le classement ICPE : implantation de structures démontable, installation de robots de soudure et informations sur le secteur « Patrimoine ARQUUS ». L'inspection des ICPE propose au Préfet de considérer ces trois évolutions comme non substantielles. L'arrêté de mise en demeure du 9 avril 2021 est respecté. Le nouveau tableau de classement figurant dans le porter-à-connaissance du 3 novembre 2021 sera acté par un courrier préfectoral, l'arrêté préfectoral du site sera mis à jour ultérieurement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Moyens de défense incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 8.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de défense incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple), d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150, implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 10 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m <sup>3</sup> par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur, pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours), [...]
<b>Constats :</b> La prescription semble un copier-coller de prescriptions nationales standard en termes de sécurité incendie, avec la valeur standard de 100 m remplacée par 10 m, incohérente avec les 150 m figurant plus loin. Ce point n'a nullement été évoqué dans les rapports d'autorisation et de passage en CODERST. Il s'agit d'une « coquille » qui sera corrigée lors d'une prochaine mise à jour de l'arrêté préfectoral (il faut évidemment lire 100 m – qui est la valeur de l'arrêté ministériel 1510).  L'exploitant a présenté le plan des moyens incendie. L'Inspection a constaté la présence de nombreux poteaux incendie situés à environ 50 m de la limite de la zone classée 1510.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## Nom du point de contrôle : Détection automatique d'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, modifié, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection automatique d'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées. Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu. Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage. [...]
<b>Constats :</b> L'Inspection a constaté la présence de détection incendie par détecteurs laser de fumée, de sprinkler, de RIA, d'extincteurs, et de système de désenfumage dans les magasins 2, 3 et 4, soit l'ensemble des cellules classées 1510 de la PFL (plateforme logistique). La détection incendie conduit (en plus du sprinklage) à une alarme au poste de garde où une personne est présente en permanence. Un report local sonore de l'alarme permet l'alerte du personnel. L'exploitant indique avoir commandé un système d'hypervision pour sa centrale incendie qui permettra d'identifier précisément le lieu de la détection. L'Inspection a constaté la présence de détection incendie par détecteurs laser de fumée, d'extincteurs dans le bâtiment 18 contenant des pneus, classé 2663. L'exploitant indique être en cours de déploiement (bon de commande signé) pour la mise en place d'une détection incendie sur le reste du site (non-classé 1510 ou 2663) pour fin 2022. L'Inspection s'est rendue dans le local sprinkler, le dernier contrôle hebdomadaire a été enregistré le 15 février 2022. L'exploitant indique faire procéder à des contrôles trimestriels et semestriels du sprinkler par AXIMA. L'exploitant a envoyé, postérieurement à l'inspection, le dernier rapport des contrôles trimestriel et semestriel du sprinkler, ainsi que ceux des détecteurs incendie. Ils n'appellent pas de remarques de l'Inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, modifié, article 13

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

**Prescription contrôlée :**

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...]

L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) : [...]

« Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001), tout en étant plafonnés à 720 m<sup>3</sup>/h durant 2 heures. En ce qui concerne les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur à la parution dudit document, le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020), tout en étant plafonnés à 720 m<sup>3</sup>/h durant 2 heures. Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant 2 heures.[...]

« L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des points d'eau incendie. [...]

« En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage. [...]

« Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours. »

**Constats :** L'exploitant informe le SDIS de l'emplacement des moyens incendie lors d'échanges réguliers, il prévoit de mettre en place un dossier pompiers (au poste de garde) pour la fin du T2 2022. Ce dossier est en cours de constitution.

Les moyens de première intervention incendie sont assurés par au moins un extincteur portatif à eau pulvérisée pour 200 m<sup>2</sup> de plancher ainsi que par des robinets d'incendie armés (RIA).

Le débit des poteaux incendie a été mesuré le 20 octobre 2020 par VEOLIA, mais en fonctionnement individuel et pas simultané. L'exploitant s'est engagé à ce que les prochaines mesures de débit des poteaux soient faites en simultané et à informer l'Inspection des résultats. Ce point sera contrôlé lors de la prochaine inspection.

L'exploitant a présenté les calculs de ses besoins en eau et en rétention incendie effectués selon les règles D9 et D9A. Pour les moyens en eau, il leur faut 250 m<sup>3</sup>, fournis par la bache du sprinkler, le pompage dans le bassin de rétention et par au moins 5 poteaux incendie.

Observation : l'Inspection signale à l'exploitant que l'eau d'extinction incendie doit être de bonne qualité pour ne pas endommager les matériels, donc que des eaux pluviales ou de confinement incendie ne peuvent pas être prise en compte.

La récupération des eaux incendie se fait avec les deux ovoïdes qui permettent d'obturer le réseau

d'eau pluviale qui va dans la bache de 1 200 m<sup>3</sup> plus dans les canalisations qui ajoutent 1 300 m<sup>3</sup>, soit bien plus que les 1480 m<sup>3</sup> qui leur sont nécessaires selon la D9A.

L'exploitant a présenté le fonctionnement de ses ovoïdes qui récupèrent toutes les eaux pluviales du site. Ils disposent d'un poste de gonflage à proximité avec un report en poste de garde.

Pour la formation, l'exploitant forme tout son personnel comme équipier de première intervention par un formateur interne.

La formation aux extincteurs a été réalisée de façon systématique pour la dernière fois en 2017, plus quelques exercices internes, avec une formation en e-learning en 2021 pour 94 personnes (114 qui ont un PC, moins 20 personnes absentes). Il est prévu une formation aux extincteurs pour tous les salariés en 2022.

L'exploitant s'est engagé à organiser une formation à l'usage des RIA et à en informer l'Inspection des résultats. Ce point sera contrôlé lors de la prochaine inspection.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale



## Nom du point de contrôle : Rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 9.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b> Les dispositions minimums suivantes sont mises en œuvre : [voir tableau dans l'arrêté]
<b>Constats :</b> Lors de la visite d'inspection du 19/11/2020, la non-conformité suivante a été relevée : -l'exploitant n'a pas présenté les résultats d'analyse des rejets atmosphériques pour l'année 2020 et l'analyse par rapport au dépassement du rejet RA1 en NOx (NC1).  L'exploitant a présenté le rapport de mesure APAVE du 26 janvier 2021. Le rapport met en évidence un dépassement sur les concentrations en NOx sur le banc d'essais moteur, à environ 2 700 mg/Nm <sup>3</sup> pour une VLE à 750. L'exploitant indique que le groupe a validé un investissement de 2 M€ pour remplacer le banc moteur début 2024. L'exploitant a envoyé le rapport APAVE des contrôles des rejets atmosphériques, ainsi qu'un courrier électronique interne du directeur industriel du groupe du 2 février 2022 actant l'investissement pour le banc moteur. Le dépassement se retrouve sur les flux. L'exploitant indique que cette activité a été divisée par 2 depuis, car le banc moteur fonctionne peu dans l'année et que de façon ponctuelle. L'exploitant a envoyé une estimation du flux annuel de NOx à partir du nombre d'heures de fonctionnement réel 2020 (852 kg/an), 2021 (918 kg/an) et estimé pour 2022 (393 kg/an), à comparer avec ce qui leur est autorisé qui est d'environ 1 400 kg/an. Cette estimation confirme qu'il n'est pas nécessaire de prendre des mesures pendant la période transitoire avant l'investissement.  Le rapport met aussi en évidence un dépassement sur les concentrations en COVt sur le local (laboratoire) de préparation de peinture, à environ 110 mg/Nm <sup>3</sup> pour une VLE à 50. Une seconde mesure a été faite le 8 avril 2021, elle montre toujours un dépassement à 132. Le dépassement se retrouve sur les flux. L'exploitant indique que le groupe a réalisé un chiffrage pour l'ajout de filtre à charbon actif, qui n'est pas encore validé. Des travaux seront réalisés au second trimestre 2022 pour résoudre des problèmes de débit d'air qui n'est pas conforme à la norme, ainsi que des problèmes de hauteur de cheminée. L'exploitant a envoyé une estimation du flux annuel de COVt à partir du nombre d'heure de fonctionnement réel 2020, 2021 et estimé pour 2022, les 3 étant semblables à 176 kg/an alors que leur limite autorisée est d'environ 118 kg/an. L'exploitant attend le devis de la société pour remettre en conformité avec une fin des travaux prévue avant le 30 juin 2022. Les suites de cette action seront contrôlées lors de la prochaine inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

**Nom du point de contrôle : Rejets aqueux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 9.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b> Les dispositions minimums suivantes sont mises en œuvre : [voir tableau dans l'arrêté]
<b>Constats :</b> Lors de la VISITE D'INSPECTION DU 19/11/2020, la non-conformité suivante a été relevée : -le calcul du flux concernant les analyses des eaux n'est pas réalisé (NC2).  L'exploitant a présenté les calculs fait sur un tableur en kg/j et kg/mois. Les résultats sont tous conformes d'un facteur 10 voire bien plus.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Équipements sous pression (ESP)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Équipements sous pression (ESP)
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
<b>Constats :</b> Constats : Lors de la visite d'inspection du 19/11/2020, la non-conformité suivante a été relevée : -l'exploitant n'a pas présenté la liste des équipements sous pression (NC3).  L'exploitant a présenté une liste de ses ESP, datée du 27 août 2021. Elle comporte 13 ESP dont 2 soumis à contrôle périodique : les 2 installations de grenailage, dont le dernier contrôle devait avoir lieu avant le 15 juin 2021. L'exploitant a envoyé, postérieurement à l'inspection, un bon de commande signé pour la prestation de contrôle des ESP et s'engage à informer l'Inspection des suites du contrôle. Ce point sera contrôlé lors de la prochaine inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

**Nom du point de contrôle : Déclaration GIDAF**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1 <sup>er</sup>
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déclaration GIDAF
<b>Prescription contrôlée :</b> Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
<b>Constats :</b> Lors de la visite d'inspection du 19/11/2020, la non-conformité suivante a été relevée : -l'exploitant n'a pas enregistré ses analyses d'auto-surveillance sur GIDAF en 2019 et 2020 (NC4).  L'exploitant a mis à jour les données 2021 (pour les eaux superficielles). Il a commencé à entrer <i>a posteriori</i> les données 2020.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet